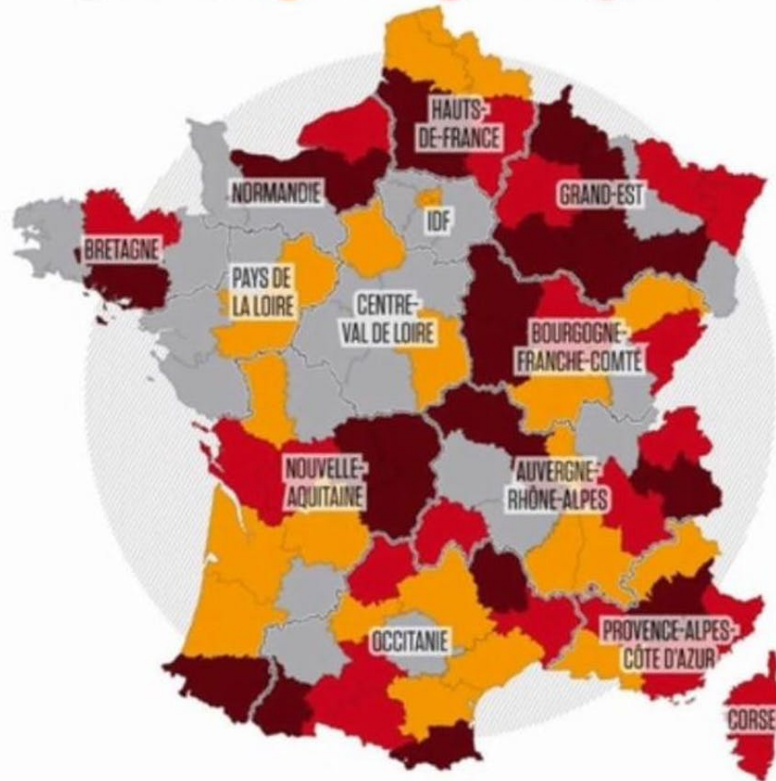


Pourcentage de « gilets jaunes » rapporté à la population

● de 0,04 à 0,3% ● de 0,3 à 1% ● de 1 à 1,8% ● de 1,8 à 6,8%



Le conflit des gilets jaunes est-il l'illustration de l'opposition France des villes contre France des champs ?

Alors que l'ampleur du mouvement des gilets jaunes n'est plus contestable, la question de la division entre une France urbaine, écologiste et aisée et une autre réactionnaire, rurale et dopée au diesel se pose. Hervé Le Bras, démographe, invité des [Tribunes de la Presse 2018](#) à Bordeaux livre son analyse d'une situation qu'il juge explosive.

Hervé Le Bras : Il ne faut pas avoir une vision simpliste de la situation. Depuis des années, on se nourrit d'une vision opposant métropole et anti-métropole. En réalité, la périphérie est extraordinairement variée. Pour analyser le conflit des gilets jaunes, je ne me suis pas basé sur le nombre de gilets jaunes par département, mais sur leur pourcentage par rapport à la population. Cela donne un meilleur aperçu de l'intensité du phénomène. La carte qui s'est dessinée correspond aux zones de France les moins peuplées, et dans lesquelles la population a tendance à diminuer. À peu de choses près, cela correspond à ce que le géographe Roger Brunet appelait « la diagonale du vide », s'étendant des Ardennes aux Hautes-Pyrénées. En creux, cela montre aussi qu'une partie de la ruralité se porte bien, à l'image de la Vendée. L'action des gilets jaunes est intense dans les territoires ruraux délaissés, mais aussi dans le péri-urbain, qui correspond aux anciens départements

ruraux à une cinquantaine de kilomètres de Paris. Les personnes qui y vivent ont un problème quotidien, celui de la navette domicile-travail entre leur habitation et la capitale ou sa proche banlieue.

N’y a-t-il pas, malgré tout, une forme d’unité dans ce mouvement ?

HLB : Le mouvement des gilets jaunes repose sur deux clientèles différentes. Cela peut expliquer le fait que les gilets jaunes n’arrivent pas à se mettre d’accord sur un programme ou une demande particulière aux autorités. La structure de ce mouvement est à la base contradictoire et paradoxale. D’un côté, les territoires ruraux délaissés demandent plus de présence de l’État et le retour des services publics, ce qui est légitime mais très coûteux. De l’autre, les territoires péri-urbains demandent à l’État de baisser les taxes, notamment sur le carburant.

Dans ce mouvement, certains gilets jaunes ont voulu opposer ceux qui ont choisi de se rapprocher de la métropole, de ceux qui ont subi le retrait progressif des services publics. Je pense que cette classification est erronée, car très souvent, ceux qui vivent dans « la diagonale du vide » ont choisi d’y rester. Inversement, il est possible de considérer que le choix d’aller dans le péri-urbain se fait parfois sous la contrainte financière. Il est moins onéreux d’acheter son pavillon en banlieue que dans la métropole. Nous avons une tendance en France à vouloir tout simplifier, en se basant sur un vieux concept, celui de l’unité. Nous considérons que le territoire est homogène mais en réalité, il est de plus en plus hétérogène.

Le Congrès des maires a mis en lumière la fracture entre les élus locaux et le président de la République Emmanuel Macron : les maires ont-ils encore un rôle à jouer dans la cohésion des territoires ?

HLB : Ce malaise chez les élus concerne aussi bien les maires de banlieue que les maires de petites communes rurales. Le président de la République a dit qu’il était populiste. Il n’a pas menti. Ne pas tenir compte des corps intermédiaires est un des sens globalement accepté du mot populisme. Or les maires sont des corps intermédiaires. Le maire est le seul politique qui jouit encore d’une certaine renommée dans la population. La plupart de ces élus gagnent peu d’argent. Ils sont au cœur des territoires et on les voit concrètement à l’œuvre. Leur mal-être est global. Même Rachida Dati dans le 7^e arrondissement se plaint ! (Rires)

Peut-on dire que le gouvernement est déconnecté des territoires ?

HLB : Le gouvernement donne de beaux conseils mais ne connaît pas le vécu des gens. J’ai débattu récemment à la télévision avec Gilles Le Gendre, et je lui ai fait remarquer qu’Emmanuel Macron ne devait pas conduire beaucoup de voitures dans sa journée. Ses chauffeurs s’occupent de tout ! Le président ne se rend pas compte de ce que la voiture représente pour les Français. La voiture est comme une seconde peau, elle symbolise la liberté de se déplacer. Il y a une véritable rupture entre ce que le président appelle la base et le sommet.

Une partie du spectre politique, notamment à gauche, est mise sur la touche par l’action des gilets jaunes. Des mouvements transversaux peuvent-ils apparaître en marge de ce conflit ?

HLB : La carte des gilets jaunes ne correspond à aucune cartographie politique, mais à ce que disent les gilets jaunes : ils ne font pas de politique. Nous ne voyons pas de parti politique derrière ce mouvement, tous ont été très prudents. En revanche, il y aura une récupération. Qui récupérera ? J’ai ma petite idée. Une chose n’a pas été beaucoup soulignée ; on n’a vu aucun slogan anti-immigration ou anti-Europe, si ce n’est le cas de Flixecourt. Ces thèmes n’ont pas été dominants. Le populisme de gauche pourrait récupérer le mouvement car nous sommes dans une opposition

pauvres contre riches, alors que le populisme de droite se résume plus à un conflit autour de l'immigration.

Ce mouvement des gilets jaunes s'est aussi caractérisé par une défiance envers les journalistes, comment l'expliquez-vous ?

HLB : Cette caractéristique, hélas, va même au-delà des journalistes. De nombreux domiciles d'élus du groupe En marche ont été visés et jetés en pâture sur les réseaux sociaux. De tels comportements sont assez nouveaux et je crains que cela soit dû à quelque chose de plus général par exemple les vérités alternatives de Trump, Bolsonaro, Orban... Des régimes s'installent démocratiquement, avec des votes majoritaires, ce qui n'était pas le cas dans les années 1930. Tout cela est récurrent à la télévision avec Trump qui insulte les médias.

Je suis frappé par ce mauvais climat qui se répand sur la planète, avec une chasse aux journalistes qui s'organise, mais aussi une chasse aux hommes politiques de base. Les réseaux sociaux peuvent faciliter ces comportements, mais en l'occurrence, les gilets jaunes sont les plus nombreux là où les réseaux sociaux sont les moins implantés. Faire porter uniquement le poids des manifestations sur les réseaux sociaux serait un peu inexact. La situation est d'autant plus grave car elle se produit dans ce qu'on appelait autrefois le « monde libre », et celui-ci le sera de moins en moins si cela continue.

Propos recueillis par François Beneytou et Clément Bouynet, étudiants en master professionnel de journalisme au sein de l'Institut de Journalisme Bordeaux Aquitaine (IJBA) sous la supervision de Marie-Christine Lipani, maître de conférences, habilitée à diriger des recherches, à l'IJBA.

La carte des gilets jaunes n'est pas celle que vous croyez, par Hervé LeBras sur NouvelObs.com

Publié le 26 Novembre 2018 par Pierre MANSAT

Le démographe Hervé Le Bras a dressé la carte de l'engagement dans les manifestations des "gilets jaunes". Apparaît une diagonale des départements ruraux, qui ne correspond ni à la France périurbaine, ni au vote frontiste.

Par Pascal Riché

Publié le 21 novembre 2018

Quels Français ont le plus participé, proportionnellement à la population de leur département, aux manifestations des "gilets jaunes", samedi ? Le démographe Hervé Le Bras, directeur d'études à l'EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales) s'est penché sur la question.

La carte de la France métropolitaine qui en ressort n'a rien à voir avec celle de l'électorat du FN (aujourd'hui RN) ou même celle de la France périurbaine : c'est celle des zones rurales les plus délaissées du pays, loin des villes, celle des habitants qui perdent leurs commerces, leurs maternités, leurs services publics... Et qui sont plus en demande d'Etat que de baisses d'impôts.

La carte des gilets jaunes

J'imagine que vous avez examiné la carte des barrages filtrants organisés samedi par les "gilets jaunes"...

Bien sûr, vous me connaissez ! J'ai fait un truc assez simple : j'ai pris les chiffres de participation donnés par les préfetures. J'ai pris le milieu de la fourchette qu'elles donnent et je l'ai rapporté à la population. Cela donne une idée du degré d'implication des habitants dans ce mouvement. Le tableau qui en ressort est intéressant, car très contrasté.

Qu'est-ce qui vous a frappé le plus ?

Ce qui saute aux yeux, c'est la "diagonale du vide", qui va des Ardennes aux Pyrénées-Atlantiques : tous les départements en voie de dépeuplement, le rural profond. Là où les commerces et les services disparaissent. La Nièvre arrive en tête : plus de 6% des habitants ont participé à la journée du 17 novembre. En revanche, dans les départements ruraux qui vont mieux, la proportion de participants est souvent infime. Dans le Gers, en Vendée, en Mayenne, dans le Jura, par exemple, elle est infime, elle tourne autour de 3 pour mille.

Certes, les habitants des zones périurbaines étaient très visibles lors de ces manifestations, parce qu'ils sont nombreux. Mais en proportion, ils étaient bien moins mobilisés. D'où une difficulté à interpréter cette journée du 17 novembre. Il y avait d'un côté des gens en demande d'Etat, de services publics, de trains : ce sont les zones rurales de la diagonale dont je parlais. Et puis ces habitants des périphéries des villes, ceux qui font la navette pour aller travailler, qui insistent sur la baisse des impôts et des taxes. Ces deux revendications, plus d'Etat et moins d'impôts, sont contradictoires.

On a pourtant dit que le Grand Ouest avait beaucoup participé...

Ce n'est pas si simple. Il y avait du monde dans le Grand Ouest car ce sont des départements plus peuplés. Mais si on regarde les proportions, la situation est contrastée. La participation n'est pas énorme dans le Finistère, l'Ille-et-Vilaine, la Loire-Atlantique, la Mayenne ou la Vendée. En revanche, elle est forte dans le Calvados, l'Eure, la Seine-Maritime, l'Oise, l'Essonne... Je n'ai pas encore d'explication. Peut-être que ces "gilets jaunes" s'inscrivent-ils dans une tradition des manifestations de paysans, qui n'hésitent pas à s'attaquer aux préfetures. Ce que, samedi, ils ont fait ici ou là, d'ailleurs.

Comment s'est comportée la zone où s'étaient concentrés les "bonnets rouges" en octobre 2013 ?

Il y a eu une participation importante dans une partie de cette zone, celle qui était autrefois communiste. Sur le département des Côtes d'Armor, par exemple. Mais elle s'arrête au pays Gallo et au Finistère.

La carte des "gilets jaunes" correspond-elle à celle de la pauvreté ?

Pas vraiment, non. La grande pauvreté, on la rencontre surtout dans certaines cités. Les "gilets jaunes", ce sont plutôt des gens qui craignent la pauvreté. Ils sont éloignés de tout ou ils sont dans des situations instables : ils dépendent de leur voiture, il ne faut pas que l'un des deux parents tombe malade, etc.

Et à vous écouter, la carte de l'engagement dans les mouvements des "gilets jaunes" est très différente de celle des électeurs du Front national (aujourd'hui Rassemblement national)...

Elle n'a aucun rapport. Le FN s'est implanté dans le Nord-Est, dans la vallée de la Garonne et sur le bord méditerranéen. La vallée de la Garonne, par exemple, ne s'est pas tellement mobilisée samedi.

Est-ce un mouvement très nouveau ?

Oui, comme l'était le poujadisme ou encore le mouvement Chasse Pêche, Nature et Tradition. La carte de l'électorat Macron était, elle, assez facile à décrypter en superposant le vote Bayrou et le vote Hollande de 2012. Celle des "gilets jaunes" ne correspond à aucun vote précédent. D'ailleurs, dans les interviews qu'ils donnaient, de très nombreux manifestants affirmaient qu'ils n'avaient jamais fait de politique... Il est possible que le mouvement se politise, car tous les partis sont à l'affût pour le récupérer. De même que le FN, au fil des ans, a récupéré d'anciens bastions communistes comme le sillon houiller. Mais cela prend du temps, des années.

Ne pensez-vous pas que cette récupération peut avoir lieu d'ici les européennes ?

Il peut y avoir un vote de protestation, mais je ne pense pas qu'une nouvelle carte politique émergera aussi rapidement. D'ailleurs, à la différence de Chasse Pêche, etc., les "gilets jaunes" n'avaient pas spécialement de slogans anti-européens. Ils s'en prenaient à Emmanuel Macron.

Propos recueillis par Pascal Riché, Journaliste